

Grande Région – Rhin Supérieur

Le vote aux frontières, miroir d'une Europe en tension

Vécues comme un séisme politique en France avec l'annonce impromptue d'une dissolution, les élections européennes traduisent une certaine stabilité à l'échelle du Continent. La Grande Région et le Rhin supérieur n'échappent pas au recentrage à droite, à la montée de l'extrême droite et au recul des écologistes. Les tensions sont particulièrement palpables dans les zones les plus frontalières du Grand Est.



Au Parlement de Bruxelles le 9 juin 2024. © Fabian Gomond

Le soir du 9 juin restera dans les mémoires françaises comme celui d'un chamboule-tout à l'issue incertaine. Les élections européennes ont constitué à l'échelle du continent « l'un des plus grands exercices démocratiques au monde, avec plus de 360 millions d'électeurs », rappellent conjointement Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg, Philippe Close, bourgmestre de la Ville de Bruxelles et Lydie Polfer, bourgmestre de la Ville de Luxembourg, dans un communiqué commun. Les élus des trois capitales européennes réaffirment leur confiance en « *L'Europe, un projet de paix qui nous fait rêver et sur lequel nous bâtissons des projets fondés sur les valeurs fondamentales de liberté, d'État de droit, d'égalité entre les femmes et les hommes et de non-discrimination.* »

Le Grand Est vire au brun

Composantes de l'espace le plus frontalier d'Europe, la Grande Région et le Rhin supérieur n'ont pas échappé aux tendances générales à la droitisation, voire à l'extrême-droitisation, conjuguée à un recul de l'écologie politique. Dans le Grand Est, le Rassemblement national a recueilli 38 % des suffrages – contre 31.7 % en France entière. Frontalière sur 750 kilomètres, cette région de 6 millions d'habitants n'enverra au parlement européen que trois députées, l'Alsacienne Fabienne Keller, qui retrouvera son siège Renew Europe, la Lorraine Nadine Morano, sixième sur la liste des Républicains, décroche de justesse un troisième mandat, ainsi que l'Alsacienne Virginie Joron, égérie strasbourgeoise des thèses complotistes. L'élue RN semble aujourd'hui prête à renoncer à son mandat européen pour se présenter aux prochaines législatives anticipées françaises.

Les frontaliers conquis par l'extrême-droite

En Lorraine, la fièvre extrême-droite a flambé aux frontières, tant aux frontières allemandes, où l'ancien Front national prospère depuis longtemps dans un est-mosellan paupérisé, que dans le nord lorrain. Les bassins de Longwy et de Briey ont voté massivement à l'extrême-droite – RN, Reconquête et « L'Europe, ça suffit », menée par l'ex-lepéniste Florian Philippot. Même Thionville n'est pas épargnée, avec près de 30 % des suffrages à Jordan Bardella. Metz a vu la liste RN arriver en tête pour la première fois, tandis que Nancy plaçait en première position la liste Parti socialiste – Place publique, qui a obtenu 20 % des voix devant Renaissance (17.38 %) et le RN (15.84 %).

En Alsace, Strasbourg a placé le vote France insoumise en tête avec 21,28 % des voix, derrière la liste socialiste Réveiller l'Europe (18,20 %), le RN n'arrivant qu'en quatrième position. LFI s'est également imposée à Mulhouse, avec 23 % des voix. Mais la région reste largement dominée par le vote frontiste, avec des pics dans la couronne mulhousienne.

Six députés pour le Grand-Duché

Le Grand-Duché, qui totalise 653.000 habitants, enverra au Parlement six députés. Le parti social-démocrate CVS, qui a remporté les élections législatives de novembre dernier, conservera ses deux sièges – celui de Christophe Hansen et d'Isabel Wiseler-Lima. Marc Angel représentera la liste socialiste LSAP, Charles Goerens, les libéraux du DP et Tilly Metz, le parti écologique Déi Gréng. Premier représentant de l'extrême-droite luxembourgeoise au Parlement européen, Fernand Kartheiser quittera son mandat national à la Chambre des députés pour aller siéger chez CRE (Conservateurs et réformistes européens), avec le parti espagnol Vox, Fratelli d'Italia ou des français de Reconquête.

Le commissaire européen socialiste Nicola Schmit, qui espérait pouvoir briguer la présidence de l'Europe, voit ses chances amoindries. Soutenu par la coalition de gouvernement CSV-DP, Christophe Hansen, pourrait quant à lui intégrer la Commission européenne.

Les Länder frontaliers ne se démarquent pas

Le vote des Länder frontaliers du Grand Est s'est révélé globalement conforme aux grandes tendances d'Outre-Rhin, avec une prédominance des conservateurs de la CDU/CSU, une forte poussée de l'extrême droite incarnée par l'AfD, un recul des socialistes de la SPD et un effondrement des Verts (Die Grünen), qui perdent globalement la moitié de leurs représentants. La Rhénanie-Palatinat (4 millions d'habitants) conservera six députés européens dont deux CDU, Ralf Seekatz et Christine Schneider, élue dans la région frontalière Landau / Südliche Weinstrasse. Le SPD voit sa tête d'affiche Katarina Barley, tête de liste nationale à ces élections européennes, vice-présidente du

Parlement européen sous l'actuelle mandature et ancienne ministre fédérale, l'emporter dans la région de Trèves. L'écologiste Jutta Paulus est élue dans la région Südliche Weinstrasse (Neustadt). Deux nouveaux élus d'extrême droite rhéno-palatin découvriront le Parlement : Alexandre Jungbluth de l'AfD eurosceptique et Joachim Streit, ancien maire de Bitburg, représentant du parti d'origine bavaroise Freie Wähler (électeurs libres), idéologiquement inclassable mais très hostile à l'immigration.

En Sarre (près d'un million d'habitants), Manuela Ripa, du parti écologiste-démocrate (ÖDP) sera la seule élue sarroise du Parlement européen. Les autres candidats du Land, Roland Theis, porte-parole de la politique européenne du groupe CDU au Landtag, et le socialiste Christian Petry, du SPD, sont repartis bredouilles. Caractérisée par une forte participation, (68 % du corps électoral), la Sarre a placé la CDU en tête avec 29,3 % des suffrages devant le SPD (20) et l'AfD, qui réalise une forte poussée (15,7%). La BSW (gauche radicale) se classe quatrième (7,9%) tandis que Verts reculent (6,6%), tout comme Die Linke, (2%). Le parti libéral-démocratie, la FDP emporte 4,7 % des voix.

Le Bade-Wurtemberg (11 millions d'habitants) n'enverra que 9 députés au Parlement, contre 13 aux dernières élections européennes. Trois des quatre élus CDU sont reconduits : Andreas Schwab de la région de Villingen-Schwenningen qui siège depuis 2004, Daniel Caspary de Weingarten près de Karlsruhe, élu depuis 2004, et Norbert Lins, originaire de la région du lac de Constance, élu depuis 2014. Les Verts ne conservent qu'un représentant, le Stuttgartois Michael Bloss, contre trois auparavant. Le SPD conserve deux élus, René Repasi de Karlsruhe et la jeune élue (34 ans) SPD Vivien Costanzo de Fribourg-en-Brisgau. Andreas Glück (FDP) est réélu et le Marc Jongen sera le seul représentant régional de l'AfD.

En Wallonie, l'extrême-droite reste hors du jeu

La Belgique s'est une nouvelle fois distinguée en organisant une triple élection ce dimanche 9 juin: fédérales (l'équivalent français des législatives), régionales et européennes. La Belgique envoie 22 députés au Parlement européen, dont huit pour le collège francophone.

La Wallonie est un cas unique car il n'y a aucun parti d'extrême droite. Le parti wallon le plus à droite est le Mouvement Réformateur (MR, libéral-conservateur), devenu le premier parti politique francophone, a remporté au total trois sièges dans le groupe Renew, soit un de plus qu'en 2019. L'élection européenne a, en revanche, confirmé un autre mouvement de fond. Sa tête de liste aux européennes, Sophie Wilmès, ancienne Première ministre de Belgique (de 2019 à 2020), a même battu un record de voix à l'échelon du royaume avec 543.221 suffrages. L'extrême droite flamande a gagné du terrain et a récolté 307.189 voix.

Autre particularité en 2024: la Wallonie envoie un autre ex-Premier ministre (de 2011 à 2014) au Parlement de Strasbourg, Elio Di Rupo. Le ministre-président sortant de Wallonie conduisait la liste du Parti socialiste francophone qui, avec deux députés européens, conserve ses deux sièges. Les trois autres eurodéputés du collège francophone sont respectivement membres du Parti du Travail de Belgique (PTB-PDVA, groupe La Gauche), des Engagés (centre droit, groupe PPE) et d'Ecolo, mouvement qui a subi une lourde défaite (- 1 siège).

Quant à l'unique siège d'eurodéputé attribué à la Communauté germanophone de Belgique, il a été remporté par le candidat du Christlich Soziale Partei (CSP, proche des Engagés).

Pascale Braun mercredi 12 juin 2024